

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELM - Chaufferie Lafayette

65, rue Saint Jean de Dieu
69007 Lyon

Références : UDR-SSDAS-26-128-CN
Code AIOT : 0006104159

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement ELM - Chaufferie Lafayette implanté 190/192, Cours Lafayette 69003 Lyon. L'inspection a été annoncée le 17/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELM - Chaufferie Lafayette
- 190/192, Cours Lafayette 69003 Lyon
- Code AIOT : 0006104159
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie urbaine ELM pour le site Lafayette est une installation classée pour la protection de

l'environnement qui assure la production et la distribution de chaleur et de froid dans les réseaux collectifs pour le compte de la Métropole de Lyon.

Il s'agit d'un site qui relève de la directive sur les émissions industrielles pour les installations de combustion sous le régime de l'autorisation (Rubrique 3110) avec :

Production d'eau surchauffée :

- 4 chaudières (n°1, 2, 5 et 6) au gaz naturel de puissance 18,98 MW, 19,42 MW, 11,71 MW et 50MW,

Appareils destinés aux situations d'urgence ou de secours

- 1 groupe électrogène FOD de 0,46 MW,
- la chaudière FOD (n°4 de secours) de 39,10 MW.

Sont également présentes sur le sites des tours aéroréfrigérantes (rubrique 2921-A, régime de l'enregistrement), des équipements de froids fonctionnant au R134a (rubrique 1185-2-A, régime de la déclaration contrôlée), une cuve n°1 FOD de 308,25 m³ et une nourrice groupe électrogène FOD de 0,5 m3 représentant un stock total de 300 tonnes (rubrique 4734-2.A, régime de la déclaration contrôlée).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN26 BREF LCP
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection finalise un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sur la base du dossier de réexamen IED transmis par l'exploitant.

Dans le cadre de cette instruction, l'inspection réitère sa demande à l'exploitant de lui transmettre :

- les derniers rapports QAL 2 et QAL 3 actualisés (le dernier rapport QAL 2 transmis date de 2018 et vise encore les chaudières fonctionnant au fioul lourd),
- la fréquence du QAL 3.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 5-3Article 14Article 30-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Systèmes de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 16	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Type de combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 5-2-I et II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	utilisé		
3	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 10-II (chaudières)Article 13 (NH3, HAP, COVNM, COVT, formaldéhyde, CH4, HCl, HF, dioxines / furanes, métaux, mercure)	Sans objet
4	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 23	Sans objet
5	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 24-I et III (SO2)Article 25-I et III (NOx)Article 26-I et III (poussières)Article 27-I et III (CO)Article 28 (COVNM, COVT, formaldéhyde, HAP, métaux)Article 28-1 (mercure)Article 29-II (di	Sans objet
6	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 32Article 36	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant respecte les engagements pris dans le cadre de son dossier de réexamen en ce qui concerne notamment les rejets atmosphériques. L'examen des contrôles périodiques démontre que l'exploitant maîtrise les rejets atmosphériques de l'installation.

Bien que la cessation de l'installation soit envisagée à court ou moyen terme, à une date encore incertaine, l'inspection enjoint à l'exploitant de poursuivre les efforts faits pour diminuer les rejets atmosphériques et moderniser l'installation.

En revanche, l'exploitant doit transmettre à l'inspection son plan de gestion OTNOC actualisé et améliorer sa connaissance et sa maîtrise des rejets pendant ces périodes en procédant notamment à l'évaluation des émissions pendant les périodes autres que normales. Il fera également connaître à l'inspection les choix effectués concernant la modernisation de ses baies d'analyse pour obtenir une mesure distincte des rejets pendant les périodes OTNOC.

Enfin, le dispositif de réduction des émissions de la chaudière fioul doit faire l'objet d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Type de combustible utilisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 5-2-I et II

Thème(s) : Actions nationales 2026, Combustibles

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise, pour chacun, leur nature. Pour les combustibles mentionnés à la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :

- leur origine ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'autorisation précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

II. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, afin d'améliorer les performances environnementales générales des installations de combustion et de réduire les émissions dans l'air, dans le cadre du système de management environnemental mentionné à l'article 5-1, l'exploitant inclut les éléments suivants dans les programmes d'assurance qualité/contrôle de la qualité, pour tous les combustibles listés dans le tableau ci-dessous et dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté :

- i) Caractérisation initiale complète du combustible utilisé, y compris au moins les paramètres énumérés ci-après et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente ;
- ii) Contrôle régulier de la qualité du combustible afin de vérifier qu'elle correspond à la caractérisation initiale et aux spécifications de conception de l'installation. La fréquence des contrôles et les paramètres retenus parmi ceux du tableau ci-dessous sont déterminés par la variabilité du combustible, après évaluation de la pertinence des rejets polluants ;
- iii) Adaptation des réglages de l'installation en fonction des besoins et des possibilités.

La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur.

Combustibles Substances / paramètres à caractériser

Biomasse : PCI, Humidité, C, Cl, F, N, S, K, Na, Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb, Zn)

Charbon / lignite : PCI, Humidité, Composés volatils, cendres, carbone lié, C, H, O, S, Br, Cl, F, Métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V, Zn)

Combustibles issus de l'industrie chimique (1) : Br, C, Cl, F, H, N, O, S, Métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu,

<p>Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V, Zn)</p> <p>Gaz sidérurgiques : PCI, CH₄ (pour COG), CxHy (pour COG), CO₂, H₂, N₂, soufre total, poussières indice de Wobbe</p> <p>(1) Il est possible de réduire la liste des substances/paramètres caractérisés aux seuls susceptibles, selon toute vraisemblance, d'être présents dans le(s) combustibles, au vu des informations sur les matières premières et les procédés de production.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les combustibles utilisés sur l'installation sont des combustibles normés (gaz naturel et fioul), ce qui permet de s'assurer de leur qualité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : OTNOC

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 5-3Article 14Article 30-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan de gestion, phase de démarrage et d'arrêt, surveillance des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5-3</p> <p>Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, afin de réduire les émissions dans l'air ou dans l'eau lors de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC), l'exploitant met en œuvre, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, dans le cadre du système de management environnemental (voir article 5-1), un plan de gestion adapté aux rejets polluants potentiels pertinents, comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - conception appropriée des systèmes jouant un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol ; - établissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ; - vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ; - évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire. <p>Article 14 - Périodes de démarrage et d'arrêt</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation détermine les périodes de démarrage et d'arrêt en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE susvisée.</p> <p>Article 30-1 - Surveillance des périodes « autres que normales » de fonctionnement (OTNOC) et des périodes de démarrage et arrêt</p> <p>Dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, pour les chaudières, turbines ou moteurs dont la puissance est supérieure ou égale à 15 MW, la surveillance des émissions dans l'air lors des phases OTNOC peut s'effectuer par des mesures directes des émissions, ou par le contrôle de paramètres de substitution s'il en résulte une qualité scientifique égale ou supérieure</p>

à la mesure directe des émissions.
Les émissions au démarrage et à l'arrêt (DEM/ARR) peuvent être évaluées sur la base d'une mesure précise des émissions effectuée au moins une fois par an pour une procédure DEM/ARR typique, les résultats de cette mesure étant utilisés pour estimer les émissions lors de chaque DEM/ARR tout au long de l'année.
<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant avait transmis les mesures mises en œuvre au titre du plan de gestion. Ce plan de gestion n'avait toutefois pas été formalisé dans un unique document. De plus, l'exploitant indiquait ne pas mettre en œuvre deux des quatre éléments constitutifs d'un plan de gestion, à savoir "vérification et relevé des émissions causées par les OTNOC" et "évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC", en raison de la très courte durée des phases OTNOC (inférieure à 30 secondes pour les chaudières gaz et à 2 minutes 30 pour les chaudières FOD) et de la fréquence d'acquisition des analyseurs en continu. L'exploitant n'a pas présenté de plan de gestion formalisé lors de l'inspection, indiquant qu'une mise en conformité est en cours. Un plan de gestion actualisé devra être transmis à l'inspection. Dans ce plan de gestion, l'exploitant doit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • veiller à caractériser les situations correspondant à des OTNOC, en préciser la fréquence et les circonstances, et évaluer le niveau d'émissions susceptible d'être généré, • veiller à mettre en place un suivi annuel simple : nombre de démarrages, durée cumulée des OTNOC, estimation théorique des émissions associées et analyse de tendance.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de un mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant adresse à l'inspection son plan de gestion OTNOC actualisé.</p> <p>L'inspection précise qu'un arrêté préfectoral complémentaire pourra être proposé afin d'intégrer les conditions de démarrage et d'arrêt.</p> <p>Par ailleurs, les émissions OTNOC n'apparaissent pas dans GERE. Il est rappelé à l'exploitant qu'une estimation annuelle des rejets atmosphérique lors des périodes OTNOC est nécessaire et qu'il convient de les déclarer sur GERE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 10-II (chaudières)Article 13 (NH3, HAP, COVNM, COVT, formaldéhyde, CH4, HCl, HF, dioxines / furanes, métaux, mercure)
Thème(s) : Actions nationales 2026, Respect des VLE applicables

Prescription contrôlée :

Article 10 II de l'arrêté ministériel et article 3 par. 1.4 de l'arrêté préfectoral - VLE applicables aux appareils dont la puissance est supérieure à 15 MW :

Appareil	Paramètre	VLE de l'arrêté préfectoral en mg / Nm ³ (m)	VLE de l'arrêté ministériel en mg / Nm ³	VLE appliquées par l'exploitant en mg / Nm ³
Gaz n° 1,2 (2007)	NO _x	90	(j) = 110 (m) = 100 (a) = 100 (art. 10 II d AM)	(j) = 99 (m) = 90 (a) = 90
	CO	50	/ (art. 10 II d AM)	(j) = 55 (m) = 50 (a) = 50
	SO ₂	35	(j) = 38,5 (m) = 35 (a) = 30 (art. 10 II d AM)	(j) = 11 (m) : 10 (a) = 10
	Poussières	5	(j) = 5,5 (m) = 5 (a) = / (art. 10 II d AM)	(j) = 5,5 (m) = 5 (a) = 5
Gaz n° 6 (1992)	NO _x	225	100 (art. 10 II d AM)	(j) = 110 (m) = 100 (a) = 100
	CO	50	100 (art. 10 II d AM)	(j) = 55 (m) = 50 (a) = 50
	SO ₂	35	(j) = 38,5 (m) = 35 (a) = 30 (art. 10 II d AM)	(j) = 11 (m) : 10 (a) = 10

	Poussières	5	(j) = 5,5 (m) = 5 (a) = / (art. 10 II d AM)	(j) = 5,5 (m) = 5 (a) = 5
FOD n°4 (1974) (<500h/an)	NOx	N/A	300** (art. 10 I b AM)	(j) = 330 (m) = 300 (a) = 300
	CO	N/A	100 (art. 10 I b AM)	(j) = 55 (m) = 50 (a) = 50
	Poussières	N/A	25 (art. 10 I b AM)	(j) = 27,5 (m) = 25 (a) = 25
	SO2	N/A	170 (art. 10 I b AM)	(j) = 187 (m) = 170 (m) = 170

(j) = valeur moyenne journalière - (m) = valeur moyenne mensuelle - (a) = valeur moyenne annuelle

Constats :

Les valeurs limites de l'arrêté préfectoral nécessitent d'être actualisées et un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est en cours de rédaction par l'Inspection.

L'inspection constate que l'exploitant applique les bonnes valeurs en tenant compte de la VLE la plus restrictive entre l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 23

Thème(s) : Actions nationales 2026, Programme de surveillance

Prescription contrôlée :

Dispositions générales concernant la surveillance des rejets à l'atmosphère

I. - L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés au chapitre II du présent titre rejetés par son installation. Le programme de surveillance comprend notamment les dispositions prévues par la présente section.

Pour les polluants concernés, une première mesure est effectuée dans les quatre mois suivant la mise en service de l'installation puis périodiquement conformément aux dispositions prévues ci-dessus. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés.

En fonction des caractéristiques de l'installation ou de la sensibilité de l'environnement, d'autres polluants peuvent être visés ou des seuils inférieurs peuvent être définis par l'arrêté préfectoral. Lorsque l'installation est modifiée, et en particulier lors d'un changement de combustible, les dispositions en matière de surveillance fixées dans l'arrêté préfectoral sont adaptées si nécessaire.

II. - Lorsqu'une partie d'une installation de combustion qui rejette ses gaz résiduels par une ou plusieurs conduites séparées au sein d'une cheminée commune et qui fonctionne un nombre limité d'heures d'exploitation est soumise à une valeur limite spécifique conformément aux articles 10, 11 et 12, les émissions rejetées par chacune desdites conduites font l'objet d'une surveillance séparée.

III. - Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

IV. - La fréquence de surveillance ne s'applique pas lorsque l'appareil n'est mis en service qu'aux fins de mesurer les émissions.

V. - Dans le cas des turbines à gaz, la surveillance est effectuée pour une charge de l'installation de combustion supérieure à 70 % pour la mesure des polluants suivants : NH₃, NO_x, CO, SO₂, poussières.

Constats :

L'exploitant met en place une surveillance conforme à la réglementation applicable au site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 24-I et III (SO₂)Article 25-I et III (NO_x)Article 26-I et III (poussières)Article 27-I et III (CO)Article 28 (COVNM, COVT, formaldéhyde, HAP, métaux)Article 28-1 (mercure)Article 29-II (di

Thème(s) : Actions nationales 2026, Contrôle réglementaire surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

En application des articles 24-I et III (SO₂), 25-I et III (NO_x), 26-I et III (poussières), 27-I et III (CO), 28 (COVNM, COVT, formaldéhyde, HAP, métaux), 28-1 (mercure), 29-II (dioxines et furanes, HCl, HF, NH₃, SO₃, CH₄, N₂O, PM₁₀) et 30 (oxygène, température, pression, vapeur d'eau) de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 et en applicable de l'article 3 par. 1.5 de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2007, la fréquence de surveillance des rejets atmosphériques des chaudières soumises au BREF LCP est la suivante :

Paramètres	Chaudières n° 1, 2, 6 (gaz	Chaudière n° 4 (FOD)
------------	----------------------------	----------------------

	naturel)	(secours <500 heures / an)
Débit	Mesure en continu	Mesure en continu
P, T°, Teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels	Mesure en continu	Mesure en continu
O2	Mesure en continu	Mesure en continu
NOx	Mesure en continu	Mesure en continu
CO	Mesure en continu	Mesure en continu
Poussières	Mesure en continu	Mesure en continu
SO2	Mesure en continu	Mesure en continu
COVNM	Mesure annuelle	Mesure annuelle
HAP	Mesure annuelle	Mesure annuelle
Métaux	Mesure annuelle	Mesure annuelle

Constats :

L'exploitant respecte les paramètres à surveiller ainsi que la fréquence de surveillance. Les rapports d'autosurveillance sont transmis à l'inspection et mentionnent les actions correctives en cas de dépassement.

Toutefois, un dysfonctionnement de la baie d'analyse a été constaté. L'inspection a été informée tardivement, par mail du 16 décembre 2025, d'une panne survenue le 21 novembre 2025 sur l'analyseur des chaudières gaz n°1 et n°2 (multiplexage). Un analyseur de remplacement a été mis en place le 10 décembre, l'exploitant indiquant avoir limité l'utilisation des chaudières concernées dans l'intervalle.

Le relevé d'autosurveillance de décembre, transmis le 9 janvier 2026, mentionne un dysfonctionnement de cet analyseur de remplacement ainsi que des dépassements en SO₂ attribués à un défaut récurrent de la baie. Une demande de l'inspection du même jour relative à l'état de la situation est restée sans réponse.

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que les équipements ont été réparés depuis. Il précise que le traitement des données est réalisé via un logiciel dédié, actuellement en cours d'adaptation pour le calcul des périodes d'indisponibilité et qu'une réflexion est engagée en parallèle pour éventuellement changer de logiciel.

L'exploitant indique disposer de pièces de rechange et réaliser des contrôles de combustion à l'aide d'une mallette dédiée.

Lors de la visite, les chaudières 1 et 2 étaient à l'arrêt. La baie d'analyse paraissait néanmoins en état de fonctionner.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'en cas de panne d'une baie d'analyse, celui-ci doit immédiatement informer l'inspection, indiquer l'origine de la panne et transmettre son plan d'action à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 32Article 36
Thème(s) : Actions nationales 2026, Mesures périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 32 - Dispositions relatives aux mesures périodiques</p> <p>I. - Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.</p> <p>Les dispositions des I et II de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, concernant le programme de surveillance de l'exploitant et sa mise en œuvre, s'appliquent, en plus des dispositions précisées à l'article 23.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel. Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prévoir d'autres méthodes lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence. Dans ce cas, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée par l'arrêté préfectoral, par un organisme extérieur compétent.</p> <p>II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance ou le contrôle QAL 2 des appareils de mesure en continu.</p> <p>III. - Les résultats des mesures prévues au présent article, à la section 1 du chapitre VI et à l'article 7 du présent arrêté sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Le préfet peut adapter la fréquence de transmission du bilan en fonction de la fréquence des mesures imposées. Le format du bilan des mesures peut être précisé par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Article 36 - Conditions de respect des valeurs limites d'émission en cas de mesure périodique</p> <p>Dans le cas des mesures périodiques mentionnés à l'article 32 du présent arrêté, la valeur limite d'émission à respecter correspond à la valeur mensuelle.</p> <p>Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément à l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>

Constats :

L'exploitant réalise les contrôles réglementaires annuels des rejets atmosphériques conformément à l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

Contrôle 2025 :

Ce contrôle, dont le rapport est daté du 16 décembre 2025, a été réalisé par Bureau Veritas du 1er au 3 décembre 2025 sur les chaudières gaz n° 1, 2 et 5, avec une partie des analyses sous-traitées à Eurofins. L'inspection portera son attention sur les chaudières 1 et 2 soumises au BREF LCP.

Ce rapport comporte la référence à l'agrément et la référence à l'accréditation.

Le contenu du rapport est conforme (notamment présence du tableau des résultats conformément à annexe IV de l'arrêté du 11 mars 2010 modifié, description des conditions de fonctionnement, blanc de site, écarts à la norme - analytique ou de prélèvement - justifiés et n'impactant pas les résultats).

Le nombre d'essais est respecté pour chaque polluant. Pour le HAP, un seul essai a été réalisé en référence au résultat précédent inférieur à 20 % de la VLE. L'inspection note que, pour justifier le nombre d'essais, le bureau de contrôle a fait une erreur de référence en visant le rapport de 2023 au lieu de celui de 2024.

Ce contrôle conclut au respect des VLE sur la moyenne des 3 essais (sauf HAP, un seul essai) pour chaque polluant.

Contrôle 2024 :

Ce contrôle, dont le rapport est daté du 24 janvier 2025, a été réalisé par Socotec du 9 au 13 décembre 2024 sur les chaudières gaz n° 1, 2, 5 et 6, avec une partie des analyses sous-traitées à Eurofins. L'attention de l'inspection se porte sur les chaudières 1, 2 et 6 soumises au BREF LCP.

Ce rapport comporte la référence à l'agrément et la référence à l'accréditation.

L'inspection constate la présence du tableau des résultats conformément à annexe IV de l'arrêté du 11 mars 2010 modifié.

Concernant le respect du nombre d'essais :

- Pour les 4 chaudières : 3 essais ont été effectués pour chaque polluants sauf pour les HAP et les poussières. Pour les poussières, le bureau de contrôle justifie le nombre d'essais par rapport aux résultats de 2023 qui étaient inférieurs à 20 % de la VLE (p. 3). Or, pour la chaudière 5 par exemple, l'inspection note en 2023, un résultat de 1,84 mg/Nm3 pour une VLE de 5 mg /Nm3, et pour la chaudière 6 un résultat de 2,18 mg/Nm3 pour une VLE à 5. **3 essais auraient donc dû être effectués pour ce paramètre.** De plus, pour les HAP, le bureau de contrôle n'indique pas de justification (Annexe 7 du rapport).

Pour les autres paramètres, les écarts à la norme sont justifiés et n'impactent manifestement pas les résultats.

En revanche, les conditions de fonctionnement ne sont pas renseignées (annexe 2). L'exploitant doit veiller à transmettre ces informations et vérifier que le bureau de contrôle les précise et en tiennent compte dans l'expression des résultats.

Le rapport conclut au respect des VLE sur la moyenne des 3 essais (sauf HAP et Poussières pour lesquels un seul essai a été effectué).

Enfin, le contrôle inopiné prescrit en 2025 n'a pas été effectué. Il n'a pas été possible d'effectuer le CI fin 2025 car les chaudières étaient à l'arrêt le 7 novembre, jour du contrôle par l'Apave. Suite à l'accord de l'inspection, il a été reporté à janvier 2026, mais de nouveau il n'a pas été effectué. L'inspection indique qu'un nouveau contrôle inopiné sera demandé pour 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Systèmes de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Article 16
Thème(s) : Actions nationales 2026, Dispositifs de réduction des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'un dispositif de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre II du présent titre, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Cette procédure indique notamment la nécessité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les 24 heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, et notamment d'un arrêt-démarrage ; - d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 48 heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. <p>La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ces dispositifs de réduction des émissions ne peut excéder 120 heures sur douze mois glissants.</p> <p>L'exploitant peut toutefois présenter au préfet une demande de dépassement des durées de 24 heures et 120 heures précitées, dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique ; - l'installation de combustion concernée par la panne ou le dysfonctionnement risque d'être remplacée, pour une durée limitée, par une autre installation susceptible de causer une augmentation générale des émissions.
<p>Constats :</p> <p>La chaudière n° 4 fonctionnant au FOD dispose d'un filtre dépoussiéreur de type multicyclone (fonctionnement selon le principe d'une centrifugeuse).</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'aucun by-pass n'est possible en cas de dysfonctionnement du système de traitement. Cependant il n'a pas présenté de procédure relative à l'exploitation de ce dispositif de réduction des émissions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant rédige une procédure relative à l'utilisation du filtre dépoussiéreur sur la chaudière n° 4 fonctionnant au fioul.</p> <p>Elle tient cette procédure à disposition de l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois